



Le Quotidien

Statistique Canada

Le vendredi 24 mai 2002

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

COMMUNIQUÉS PRINCIPAUX

Il n'y a pas de communiqués principaux aujourd'hui.

AUTRES COMMUNIQUÉS

Acier en formes primaires, semaine se terminant le 18 mai 2002	2
Livraisons de laine minérale y compris les isolants en fibre de verre, avril 2002	2
Aide juridique, 2000-2001	2
Financement de l'innovation dans les petites entreprises prospères	3

NOUVEAUX PRODUITS

5

CALENDRIER DES COMMUNIQUÉS: 27 au 31 mai

7



AUTRES COMMUNIQUÉS

Acier en formes primaires

Semaine se terminant le 18 mai 2002 (données provisoires)

La production d'acier en formes primaires pour la semaine se terminant le 18 mai a atteint 311 994 tonnes métriques, en hausse de 1,3 % par rapport à la production de 308 085 tonnes de la semaine précédente mais en baisse de 0,2 % comparativement à la production de 312 775 tonnes de la semaine correspondante en 2001. Le total cumulatif au 18 mai était de 6 136 497 tonnes, en hausse de 10,5 % comparativement aux 5 551 648 tonnes produites au cours de la même période en 2001.

Pour obtenir des données ou des renseignements généraux, communiquez avec l'agent de diffusion au (613) 951-9497 ou composez sans frais le 1 866 873-8789 (*manufact@statcan.ca*). Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Nicole Boucher au (613) 951-4070 (*nicole.boucher@statcan.ca*), Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie. ■

Livraisons de laine minérale y compris les isolants en fibre de verre

Avril 2002

En avril, les fabricants ont livré 3 053 536 mètres carrés de laine minérale de facteurs R12 (RSI 2.1) en nattes, en hausse de 40,1 % comparativement aux 2 179 304 mètres carrés livrés en mars et de 14,5 % par rapport aux 2 667 622 mètres carrés livrés en avril 2001.

Les livraisons pour la période allant de janvier à avril se sont situées à 10 066 048 mètres carrés, en hausse de 0,5 % comparativement à la même période en 2001.

Données stockées dans CANSIM: tableau 303-0004.

Le numéro d'avril 2002 de *Laine minérale y compris les isolants en fibre de verre*, vol. 54, n° 4 (44-004-XIB, 5 \$ / 47 \$) est maintenant en vente. Voir *Pour commander les produits*.

Pour obtenir des données ou des renseignements généraux, communiquez avec l'agent de diffusion au (613) 951-9497 ou composez sans frais le 1 866 873-8789 (*manufact@statcan.ca*). Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Nicole

Boucher au (613) 951-4070 (*boucnic@statcan.ca*), Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie. ■

Aide juridique

2000-2001

Les dépenses d'aide juridique ainsi que la demande de services d'aide juridique ont augmenté au cours de l'exercice 2000-2001.

Pour une deuxième fois seulement en cinq ans, les dépenses totales engagées pour les régimes d'aide juridique au Canada se sont accrues, en raison de la hausse du nombre de demandes et d'approbations.

Les dépenses totales d'aide juridique à l'échelon national se sont élevées à un peu plus de 512 millions de dollars en 2000-2001, en hausse de 5 % par rapport à 1999-2000 (dollars courants). Toutefois, les dépenses étaient bien en deçà du plus récent sommet de 536 millions de dollars atteint en 1996-1997.

Les dépenses par habitant ont varié de 5 \$ à l'Île-du-Prince-Édouard et au Nouveau-Brunswick à 104 \$ au Nunavut. Les trois territoires ont affiché les dépenses les plus élevées par habitant.

En 2000-2001, 839 000 demandes ont été présentées aux régimes d'aide juridique, en hausse de 1 % par rapport à 1999-2000. Le nombre de demandes d'aide juridique approuvées a crû de 3 % pour passer à 518 000. Toutefois, ce chiffre était de 32 % inférieur au sommet atteint en 1992-1993. L'Ontario a enregistré une progression de 13 % des demandes d'aide juridique approuvées. Il s'agit du taux le plus élevé parmi les provinces.

Les causes civiles représentaient plus de la moitié (55 %) des dépenses juridiques nationales directes, tandis que les dépenses restantes (45 %) ont été engagées dans des affaires criminelles.

Les administrations publiques continuent d'être la principale source de revenus des régimes d'aide juridique. En 2000-2001, elles ont contribué pour 462 millions de dollars, soit 87 % des revenus totaux. Ces derniers se sont élevés à 529 millions de dollars. Le reste provenait des clients et des coûts recouverts (3 %), du milieu juridique (1 %) et d'autres sources (9 %).

Les rapports annuels *L'aide juridique au Canada: ressources et nombre de cas, 2000-2001* (85F0015XIF, 20 \$) et *L'aide juridique au Canada: une description des opérations, mars 2001*

(85-217-XIB, 30 \$) ainsi que le nouveau produit de tableaux standards *L'aide juridique au Canada: tableaux de données sur les ressources et le nombre de cas, 2000-2001* (85F0028XIF, 24 \$) sont maintenant en vente. Ces produits comprennent des données sur les revenus, les dépenses, le nombre de cas et le personnel qui participe à la prestation des services d'aide juridique au Canada. Voir *Pour commander les produits*.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec le Centre canadien de la statistique juridique au (613) 951-9023 ou composez sans frais le 1 800 387-2231. ■

Financement de l'innovation dans les petites entreprises prospères

Certaines stratégies financières sont plus avantageuses que d'autres pour les petites entreprises qui veulent faire fructifier leurs investissements dans la recherche et le développement ainsi que dans l'innovation. Voilà ce que révèle une nouvelle étude qui établit un profil de l'utilisation de divers instruments de financement par les petites entreprises.

L'étude montre que les petites entreprises qui empruntent davantage à long terme investissent un plus faible pourcentage de leurs ressources dans la recherche et le développement, un secteur fortement associé à la croissance et à l'innovation. Les structures financières davantage axées sur l'emprunt freinent ces investissements.

Les entreprises à l'étude sont de «nouvelles venues prospères», un groupe d'élite représentant 20 % des nouvelles entreprises qui ont survécu à leur dix premières années d'exploitation. Ces entreprises proviennent de divers secteurs de l'économie et représentent un large éventail d'industries de biens et de services.

Pour les petites entreprises examinées dans le cadre de l'étude, les répercussions de l'augmentation du financement par emprunt sur le processus d'innovation se traduisent par une diminution de la recherche et du développement. Lorsque l'étude a pris en considération les différences observées quant aux profils des petites entreprises en matière de recherche et de développement, elle n'a pu prouver que les écarts entre les stratégies financières avaient un quelconque effet sur la probabilité qu'une entreprise lance de nouveaux produits ou services.

Les petites entreprises sont aux prises avec un climat concurrentiel plus incertain que les grandes entreprises, ce dont témoignent la plus grande variabilité de leurs taux de rendement ainsi que leurs taux plus élevés d'échec. Les entreprises qui sont créées au sein

d'un environnement plus risqué et innovateur peuvent s'attendre à se heurter à des coûts de financement externe plus élevés. Plusieurs entreprises risquent ainsi de dépendre plus fortement de l'autofinancement.

Cette étude ne prouve pas que les petites entreprises sont limitées par les emprunts ou par les capitaux propres. On peut s'attendre à ce que les petites entreprises au sein des industries à forte concentration de connaissances dépendent plus fortement des capitaux propres, étant donné que les emprunts leur sont moins accessibles. Elles pourraient aussi avoir davantage recours aux capitaux propres parce qu'elles préfèrent ces derniers aux emprunts.

Toutefois, l'étude révèle que le type de financement a une certaine influence sur la tendance de l'entreprise à investir dans la recherche et le développement. Les entreprises qui ont davantage recours à l'emprunt à long terme consacrent un plus faible pourcentage de leurs investissements à la recherche et au développement.

Les données de cette étude proviennent de l'Enquête sur les pratiques opérationnelles et financières de 1996, qui visait à recueillir des données sur les stratégies d'entreprise et les caractéristiques financières des petites entreprises prospères.

L'étude conclut que les petites entreprises dépendent fortement du financement par capitaux propres. En moyenne, près de la moitié (47 %) du financement des petites entreprises provient des capitaux propres. Plus de 80 % de ce financement par capitaux propres est constitué de bénéfices non répartis.

Le financement par emprunt traditionnel est la deuxième grande source de capital pour les petites entreprises. Tout bien pesé, le financement par emprunt représente 35 % du bilan. Les sources plus innovatrices de capital, comme le capital de risque, les partenariats et les marchés des actions publics, ne représentent qu'une faible proportion du bilan moyen.

En général, les structures financières des petites entreprises ne sont pas diversifiées. Les petites entreprises dépendent plutôt d'un petit nombre d'instruments et de sources de financement pour financer leurs activités.

Les écarts observés d'une petite entreprise à l'autre quant au bilan deviennent plus évidents lorsqu'on compare les industries à forte concentration de connaissances aux industries à faible concentration de connaissances. Les petites entreprises des industries à forte concentration de connaissances (celles-là même qui mettent davantage l'accent sur la recherche et le développement ainsi que sur les travailleurs compétents) utilisent beaucoup plus les capitaux propres que les entreprises des industries à faible concentration de connaissances. Le financement par emprunt joue un rôle plus important en dehors du secteur à forte concentration de connaissances.

Le document de recherche élaboré par la Direction des études analytiques et intitulé *Financement de l'innovation dans les nouvelles petites entreprises: nouveaux éléments probants provenant du Canada*, n° 190 (11F0019MIF, gratuit) est maintenant accessible dans le site Web de Statistique Canada (www.statcan.ca). À la page *Nos produits et services*,

choisissez *Documents de recherche (gratuits)*, puis *Conditions sociales*.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec John Baldwin au (613) 951-8588, Division de l'analyse micro-économique. ■

NOUVEAUX PRODUITS

Infomat - revue hebdomadaire, 24 mai 2002
Numéro au catalogue: 11-002-XIF (3\$/109\$).

Infomat - revue hebdomadaire, 24 mai 2002
Numéro au catalogue: 11-002-XPf (4\$/145\$).

Financement de l'innovation dans les nouvelles
petites entreprises: nouveaux éléments
probants provenant du Canada
Numéro au catalogue: 11F0019MIF2002190
(gratuit).

Laine minérale y compris les isolants en fibre de
verre, avril 2002, vol. 54, n° 4
Numéro au catalogue: 44-004-XIB (5\$/47\$).

Commerce de détail, mars 2002, vol. 74, n° 3
Numéro au catalogue: 63-005-XIB (16\$/155\$).

Le commerce international de marchandises du
Canada, mars 2002, vol. 56, n° 3
Numéro au catalogue: 65-001-XIB (14\$/141\$).

Le commerce international de marchandises du
Canada, mars 2002, vol. 56, n° 3
Numéro au catalogue: 65-001-XPB (19\$/188\$).

L'aide juridique au Canada: ressources et nombre
de cas, 2000-2001
Numéro au catalogue: 85F0015XIF (20\$).

L'aide juridique au Canada: tableaux de données
sur les ressources et le nombre de cas, 2000-2001
Numéro au catalogue: 85F0028XIF (24\$).

L'aide juridique au Canada: une description des
opérations, mars 2001
Numéro au catalogue: 85-217-XIB (30\$).

Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent
pas les taxes de vente. Des frais de livraison
supplémentaires s'appliquent aux envois à
l'extérieur du Canada.

Les numéros au catalogue se terminant par: -XIB ou
-XIF représentent la version électronique en vente sur
Internet, -XMB ou -XMF, la version micro-fiche, -XPB ou
-XPF, la version papier, -XDB, la version électronique
sur disquette et -XCB, la version électronique sur
CD-ROM.

Pour commander les produits

Pour commander les produits par téléphone:

Ayez en main: • Titre • Numéro au catalogue • Numéro de volume • Numéro de l'édition • Numéro de VISA ou de MasterCard.

Au Canada et aux États-Unis, composez:	1 800 267-6677
Pour les autres pays, composez:	1 613 951-7277
Pour envoyer votre commande par télécopieur:	1 877 287-4369
Pour un changement d'adresse ou pour connaître l'état de votre compte:	1 800 700-1033

Pour commander par la poste, écrivez à: Gestion de la circulation, Division de la diffusion, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6.

Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 7 % de TPS et la TVP en vigueur.

Pour commander par Internet: écrivez à order@statcan.ca ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web de Statistique Canada (www.statcan.ca) sous les rubriques *Produits et services et Publications payantes* (\$).

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.

Catalogue 11-001F (Anglais) 11-010-150-00000001



Le Quotidien

Statistique Canada

Le jeudi 6 juin 1997
Pour être diffusé à 8 h 30

PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

- **Transport urbain, 1996**
Malgré la priorité accordée aux services de transport urbain, les Canadiens y ont de moins en moins recours. En 1996, les Canadiens ont effectué un voyage moyen de déplacement au travail sans les services de transport urbain, soit le niveau le plus bas enregistré au cours des 25 dernières années.
- **Productivité, rémunération horaire et coût unitaire de la main-d'œuvre, 1996**
À l'instar de la croissance de l'industrie et des emplois, la hausse de la productivité des entreprises canadiennes en 1996 s'est avérée encore une fois relativement faible.

AUTRES COMMUNIQUÉS

- Indice des offres d'emploi, mai 1997 10
- Emplois sur les télécommunications à court terme 10
- Aides en termes positifs, surveillance trimestrielle 31 mai 1997 11
- Production d'œufs, avril 1997 11

NOUVELLES PARUTIONS 12



Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001F.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, section G, Ottawa, K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse <http://www.statcan.ca>. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à listproc@statcan.ca. Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez: subscribe quotidien prénom et nom.

Rédactrice: Marie-Claude Leduc (613) 951-1115, ledumar@statcan.ca

Chef de la Diffusion officielle: Madeleine Simard (613) 951-1088, madeleine.simard@statcan.ca

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2002. Il est permis de citer la présente publication dans les journaux et les magazines ainsi qu'à la radio et à la télévision à condition d'en indiquer la source: Statistique Canada. Toute autre forme de reproduction est permise sous réserve de mention de la source, comme suit, dans chaque exemplaire: Statistique Canada, *Le Quotidien*, numéro 11-001F au catalogue, date et numéros de page.

CALENDRIER DES COMMUNIQUÉS: 27 AU 31 MAI

(À cause de circonstances imprévisibles, les dates de parution peuvent être modifiées.)

Date de parution	Titre	Période de référence
27	Dépenses publiques consacrées à la culture	1999-2000
28	Recettes monétaires agricoles	Premier trimestre de 2002
28	Revenu agricole net	2001
29	Assurance-emploi	Mars 2002
29	Caractéristiques des voyageurs internationaux	Quatrième trimestre de 2001
29	Compte des voyages internationaux	Premier trimestre de 2002
30	Indices des prix des produits industriels et des matières brutes	Avril 2002
30	Emploi, rémunération et heures de travail	Mars 2002
31	Produit intérieur brut par industrie	Mars 2002
31	Comptes économiques et financiers nationaux	Premier trimestre de 2002
31	Balance des paiements internationaux	Premier trimestre de 2002
